



Le 27 octobre 2020

Courrier des élus FSU en CTA

À l'attention de Madame la Rectrice de l'académie de Versailles

Objet : Reprise du 2 novembre

Madame la Rectrice,

Nous souhaitons par ce courrier vous alerter sur notre vive inquiétude quant à l'organisation de la journée du 2 novembre.

L'impossibilité d'informer suffisamment en amont les personnels et les familles, avec un groupe de travail prévu seulement le 30 octobre, nous semble à elle seule mettre en péril la mise en œuvre des aménagements que nous demandons et estimons toujours aussi nécessaires. L'organisation concrète de l'accueil des élèves, telle qu'elle semble pour le moment envisagée par le Ministre, ne peut en aucun cas nous satisfaire et nous n'accepterions pas d'être placés, vendredi 30 octobre, devant le fait accompli.

Dans ses échanges avec l'Administration, la FSU a systématiquement insisté sur la nécessité d'un temps banalisé d'une demi-journée, afin que les collègues puissent échanger entre eux avant de se projeter sur l'après, et de penser et organiser en équipe leur manière d'aborder les évènements avec les élèves. Les établissements les plus directement touchés par l'attentat contre notre collègue doivent, quant à eux, pouvoir obtenir des aménagements particuliers, selon le souhait des équipes éducatives, qui sont les plus à même de définir les réels besoins en fonction des publics qu'elles accueillent. Nous avons aussi défendu l'idée selon laquelle l'hommage national ne pouvait s'envisager sans une réelle préparation, dans l'ensemble des classes, afin qu'il ait du sens et soit compris par tous les élèves.

Permettre de ne pas accueillir les élèves au sein des écoles et des établissements dès le lundi 2 novembre au matin serait la décision d'une communauté éducative soudée, se préparant à accueillir avec la nécessaire solennité ses élèves, après un drame qui a touché le cœur de l'école et des valeurs qui animent au quotidien chacun des personnels qui y exercent.

Ces éléments nous semblaient avoir été entendus, au niveau académique. Dans les différentes instances qui se sont tenues, au niveau départemental comme académique, l'intérêt et l'attention portée par l'Administration aux agents, tous encore sous le choc, ont été soulignés. Limiter la banalisation à une ou deux heures de cours en début de matinée, le 2 novembre, ne laisserait en aucun cas aux personnels, fortement ébranlés, le temps de recueillement et d'échange indispensable avec l'ensemble de la communauté éducative, non plus que le temps d'être informés des dispositifs d'aide psychologique mis à leur disposition, afin de pouvoir faire face, personnellement, et en tant que professionnels, à la prise en charge des élèves. Ils ne pourraient bénéficier des conseils des CUMP, qui peuvent leur permettre d'anticiper certaines réactions d'élèves auxquelles ils risquent d'être confrontés. Enfin et surtout, le temps ne suffirait pas à la préparation collective de l'accueil des élèves (constitution d'équipes ou de binômes, choix et exploitation des supports pédagogiques, temps pour se préparer à expliquer le sens et la portée du temps d'hommage aux élèves pour prévenir d'éventuelles réactions inappropriées).

Lors du groupe de travail qui s'est tenu à votre initiative, Madame la Rectrice, mardi 20 octobre, la FSU a signifié le caractère inapproprié qu'aurait la présence d'élus de la République le 2 novembre dans les établissements scolaires, y compris pour le moment d'hommage, qui doit selon nous rester dans le cadre unique de l'Éducation nationale et, nous le disons encore une fois, être préparé.

Nous rappelons aussi notre demande que les pistes de réflexion et les supports ministériels proposés aux enseignants, restent des propositions et ne deviennent en aucun cas des obligations. La liberté pédagogique de chacun, la liberté dans le choix des modalités du temps pédagogique avec les élèves doit être préservée. Et cela ne pourra se faire sans un temps suffisant dédié à ces missions.

Nous pensons indispensable et urgent de rappeler aujourd'hui ces demandes, dont aucune ne semble avoir été entendue, à en juger par les réponses données par le Ministre de l'Éducation Nationale dans les médias, et qui ont – une fois de plus – précédé ses réponses aux syndicats de l'Éducation Nationale. Même dans les pires circonstances, rien ne change dans la manière de communiquer du Ministre : les personnels ne sont ni associés, ni même directement informés.

En tant que représentants des personnels, il est de notre devoir de vous alerter, Madame la Rectrice, sur les risques psycho-sociaux accrus auxquels seraient confrontés les personnels sans un temps indispensable pour préparer la rentrée avec leurs pairs. Cette rentrée, exceptionnellement grave, ne peut pas et ne doit pas être traitée comme une rentrée ordinaire. Elle nécessite au contraire une préparation spécifique. Alors que la communauté éducative, et au-delà, la société entière, sont encore choquées par l'horreur de ce drame, le Ministre, par ses propos, semble ignorer la teneur des échanges entre les élus des personnels et l'institution à tous ses niveaux, ou en faire bien peu de cas.

L'indéfectible soutien à la profession dont il est question depuis le 16 octobre doit se traduire par des faits. Dès le 2 novembre, ce soutien doit selon nous se traduire par de la confiance, du temps et des moyens accordés aux équipes pour leur permettre de continuer à lutter contre l'obscurantisme par les savoirs, avec une détermination intacte.

Afin que de nouveaux échanges puissent avoir lieu en temps utile, pour permettre des évolutions de l'organisation prévue le 2 novembre, comme pour l'information indispensable des collègues et des usagers, nous demandons que le groupe de travail prévu vendredi 30 octobre soit avancé, ou que d'autres modalités d'échanges nous soient proposées.

Nous vous prions de croire, Madame la Rectrice, en notre dévouement au Service public d'éducation.

Les élus FSU en CTA